

Ce qui m'a le plus déçu dans le discours du Trône, c'est que le comité parlementaire, qui constitue la pierre angulaire des initiatives constitutionnelles, ne donnera aucune place à cette diversité ethnique dans la prise de décision relative à notre avenir constitutionnel.

• (1220)

Nous devrions commencer par examiner sérieusement la possibilité de créer une assemblée constituante et de voir comment elle pourrait être utile pour l'avenir de notre pays. Ce serait un mécanisme qui permettrait aux différents groupes qui composent notre pays et qui n'ont pas la représentation qu'ils devraient avoir dans ce Parlement—ce qui va changer aux prochaines élections, je l'espère—de s'exprimer sur l'avenir du Canada.

Or, dans le nouveau gouvernement néo-démocrate de l'Ontario, ces groupes sont très bien représentés, et j'espère qu'il en sera ainsi au Parlement, après les prochaines élections.

L'hon. Roy MacLaren (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, dans son discours du Trône, qui traite surtout de la récente conjoncture économique et des perspectives économiques du Canada, le gouvernement expose brièvement cinq points sur lesquels vont reposer désormais sa gestion de l'économie. Dans son discours du Trône, le gouvernement dit carrément que la relance de l'économie sera fonction de la baisse des taux d'intérêt. Les quatre autres grands remèdes que préconise le gouvernement sont la réduction du déficit, la réforme fiscale, le libre-échange et la croissance de la productivité. Je tiens à traiter de chacun de ces cinq points dans l'ordre, puis à examiner l'avenir qui attend les Canadiens si l'on en juge par la volonté du gouvernement de favoriser la prospérité économique de notre pays.

D'abord et avant tout, comme je viens de le signaler, le gouvernement a déclaré catégoriquement que la relance économique sera fonction de la baisse des taux d'intérêt. C'est un objectif tout nouveau pour le gouvernement. Il n'y a pas si longtemps, deux mois tout au plus en fait, le premier ministre et ses collègues offraient aux Canadiens la perspective de taux d'intérêt élevés et imposaient en fait des taux d'intérêt élevés comme instruments politiques efficaces de lutte contre l'inflation. Le gouvernement a dit aux Canadiens que l'inflation représentait la pire menace possible et que l'amère pilule des taux

d'intérêt élevés était la seule solution de ce problème qui assaille tous les Canadiens.

Mais qu'a-t-on vu? Qu'est-il arrivé? Dans son dernier budget, le gouvernement a soudain décidé que cette politique était erronée. Il a décidé qu'il avait eu tort, qu'il avait adopté la mauvaise politique monétaire et qu'en imposant des taux d'intérêt élevés aux Canadiens, il avait entravé, en fait, l'expansion de l'industrie canadienne. Il avait empêché les Canadiens de se loger convenablement. Il avait en fait privé les Canadiens de la possibilité de participer activement à l'économie mondiale.

Qu'a donc fait le gouvernement? Il a décidé tout à coup, et vraiment tout à coup, que des taux d'intérêt élevés n'étaient plus souhaitables, que la récession qu'il avait provoquée avec ces taux d'intérêt n'était plus souhaitable et que cette politique était une erreur. Il dit maintenant que les taux d'intérêt doivent baisser.

Tous les Canadiens ne peuvent que s'en réjouir, mais on ne peut s'empêcher de prendre cette assurance que les taux d'intérêt vont baisser avec un grain de sel et un certain scepticisme, si l'on songe au bilan récent du gouvernement.

Considérant le premier élément de sa politique économique, on ne peut éprouver que du scepticisme face au discours du Trône. La même chose vaut pour la réduction du déficit. Depuis son arrivée au pouvoir en 1984, le gouvernement a constamment réaffirmé aux Canadiens qu'il réduirait la dette et le service de celle-ci qui constitue le déficit. Le gouvernement avait décidé d'assurer en priorité le maintien de la croissance économique dans notre pays et de voir à ce que le coût du service de la dette ne soit pas un fardeau trop lourd dans le budget des Canadiens, au moment d'aborder la dernière décennie du siècle.

En fait, c'est à peu près le contraire qui s'est produit. Le gouvernement a perdu courage, en quelque sorte. Il a commencé par faire des efforts pour réduire ses dépenses et, par conséquent, pour réduire la dette et le déficit, mais il a perdu le courage et la volonté d'y parvenir. Il a globalement cessé d'appliquer sa politique officielle et il s'ensuit aujourd'hui que, depuis son arrivée au pouvoir, comme le chef de l'opposition le signalait il y a un moment, le gouvernement a haussé la dette à un niveau inégalé, à un niveau que les Canadiens n'avaient encore jamais connu. Il a imposé aux Canadiens une part du